



Un nouveau leader mondial est né. Le groupe français Alstom, dirigé par Patrick Kron, a marié ses chaudières pour centrale à charbon avec celles de Shanghai Electric, indique « Le Figaro ». © AFP

Energie / Pour De Grauwe, la BNB n'aurait pas dû prendre la place de la Creg

# « La BNB a franchi la ligne rouge »

## L'ESSENTIEL

- Le rapport de la BNB sur la rente nucléaire est attendu mardi.
- Pour Paul De Grauwe (KUL), la BNB n'aurait pas dû entrer dans ce débat très politique.
- Cela met son indépendance en défaut.

## ENTRETIEN

La Banque nationale (BNB) devrait remettre mardi son rapport sur la rente nucléaire (la différence entre le prix de revient d'un kilowatt produit par une centrale nucléaire et son prix de vente). Un chiffre crucial, qui servira à déter-

miner la taxe dont les producteurs d'électricité d'origine nucléaire (Electrabel et SPE) devront s'acquitter. Il apparaît (*Le Soir* du 16 avril) que les chiffres de la BNB (entre 750 et 900 millions) sont très différents de ceux du régulateur, la Creg (qui approche les 2 milliards).

Certains, dont le ministre Reynders, avaient critiqué le sérieux de la Creg. Mais Paul De Grauwe, professeur à la KUL, et ancien sénateur VLD, n'est pas de cet avis. Pour lui, la BNB a outrepassé son rôle.

Vous estimez que la BNB a joué un rôle qui n'était pas le sien. Mais ce n'est pas la première fois qu'elle réalise des rapports, sur les taux notionnels ou la loi de financement par exemple. Je suis d'accord : quand on demande un travail à la BNB, la li-

gne rouge, au-delà de laquelle la BNB ne doit pas s'engager, est parfois difficile à cerner. Mais ici, clairement, la BNB est passée au-delà. Je ne suis pas opposé à ce que la BNB fasse des études dans les domaines où elle détient une réelle expertise, comme les taux notionnels. Mais elle n'a pas d'expertise dans le secteur énergétique. Les experts sont à la Creg. Et ce qui pose problème, c'est qu'on a confié à la BNB un rapport « politiquement chargé ». Elle a été impliquée dans un débat à haute teneur politique.

La BNB n'aurait pas dû servir d'arbitre ? Il y a un arbitre, une institution indépendante, qui a été instaurée par la loi : c'est la Creg. Imaginez un match de football, au cours duquel on critique l'arbitre, et on le change en plein match. Certains jugent que les chiffres

de la Creg, qui estime la rente nucléaire à 1,75-1,95 milliard d'euros alors qu'Electrabel la chiffre à 750 millions, sont exagérés.

Je ne me prononce pas sur ces chiffres. Cependant, j'ai davantage de confiance dans la Creg que dans Electrabel. Cette société est un quasi-monopole et ne paie pas d'impôts, ce qui me pose, là aussi, un problème.

Et si jamais on devait estimer que les membres de la Creg ne sont pas compétents, il convient alors de les changer, mais pas d'aller trouver une autre institution en guise d'arbitre. En outre, confier ce rôle à la Banque nationale va à l'encontre des statuts de celle-ci, puisque la BNB est censée être indépendante politiquement.

Vous estimez que la BNB aurait dû refuser cette tâche ?

Oui. La BNB a l'obligation de prendre ses distances à l'égard du pouvoir politique. L'indépendance signifie d'une part que le politique ne peut pas faire pression sur l'institution, mais aussi que l'institution doit se mêler du débat politique aussi peu que possible. ■

Propos recueillis par  
PIERRE-HENRI THOMAS

## La rente pour les consommateurs, réclame la FGFB

La totalité de la rente nucléaire, soit les bénéfices que tirent les électriciens de l'exploitation des centrales nucléaires amorties, doit servir à alléger la facture d'électricité des consommateurs, estime la FGFB, qui indique « faire pleinement confiance à l'expertise de la CREG ». Le syndicat plaide aussi pour une « renationalisation de la production nucléaire ». (b)



PAUL DE GRAUWE : « La BNB est impliquée dans un débat à haute teneur politique. » © ALAIN DEWEZ

Cuba / Le Parti communiste cubain a approuvé une plus grande ouverture vers l'économie de marché

# Cuba, à l'école du capitalisme

LA HAVANE  
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Le Parti communiste cubain (PCC) a clôturé mardi son sixième congrès, le premier depuis 1997. Axé sur l'économie, ce congrès a adopté le passage de Cuba à une économie capitaliste qui n'en porte pas le nom. Depuis quelques mois, les petits commerces éclosent dans les rues.

« Je répare les colliers, les bagues et les chaînes. J'ai de nombreux clients, car ici il y a beaucoup de Cubaines qui sortent avec des touristes. Elles ont besoin de se faire belles. Je gagne plus que dans une entreprise d'Etat et surtout le plus important, c'est que je n'ai pas de patron derrière moi », dit Rodolfo, en clignant de l'œil. A 23 ans, le jeune homme est bijoutier dans une petite station balnéaire proche de La Havane. Rodolfo, le Cuenta-propista (Ndlr : travailleur à son compte), accueille les clients derrière un minuscule pupitre d'écolier en bois.

A quelques mètres de lui, voici Jorge, assis sur une chaise vermoulu. L'octogénaire vend les quotidiens *Jeunesse Rebel* et *La Granma*. Deux générations s'affrontent du regard. L'ancêtre regarde son jeune voisin tel un insecte nuisible. Les cuenta-propistas ne lui inspirent rien



LE VENDEUR de musiques, une activité laissée à l'initiative privée et qui ne demande pas trop de mise de fonds. © ADALBERTO ROQUE/AFP

de bon. Rodolfo explique : « Je paie des impôts à l'Etat depuis l'an dernier. C'est un montant fixe, de 300 pesos cubanos (9 euros) par mois. Peu importe ce que je gagne, je dois verser ce montant, mais cela ne me dérange pas ».

Dès l'ouverture du VIe congrès du Parti communiste cubain (PCC), le président Raul Castro avait déclaré : « Nous

avons la responsabilité de préserver le futur socialiste de la patrie ». Mais personne n'est dupe à Cuba : au delà de ces déclarations de pure forme, le chef de l'Etat cubain a décidé d'ouvrir la porte à l'économie de marché.

Dès septembre 2010, la Centrale des travailleurs cubains avait annoncé le licenciement progressif d'un million d'employés du secteur public. Ces

chômeurs doivent devenir des entrepreneurs indépendants. Cette libéralisation concerne 178 professions.

Si à Cuba, les chiffres sont toujours à prendre avec des pincettes, les estimations les plus courantes font état de 320.000 licences accordées aux Cuenta-propistas. Les demandes les plus nombreuses concernent le secteur de la restauration. Ce

sont tout aussi bien des Paladars (Ndlr : Restaurants privés), que des roulottes ambulantes. Viennent ensuite les taxis et les vendeurs de disques. Les différences de revenus entre les uns et les autres peuvent être considérables. « Je loue une chambre 25 pesos CUC (18 euros) la nuit aux touristes, mais chaque mois, je dois verser 200 pesos CUC (145 euros) d'impôts au gouvernement, que j'ai des

## « Des milliers d'Espagnols, d'Italiens, de Canadiens font vivre le pays en envoyant de l'argent à leurs maîtresses »

clients ou non », confie Yunet qui exploite avec son époux une Casa Particular (Ndlr : Chambre chez l'habitant) dans le Vedado, le quartier des artistes. Autre indépendant, Juan vend des jus de fruits dilués un peso cubano (0,03 euro). Un monde le sèpare de Yunet.

Le secteur privé et le petit patronat ne sont pas des nouveautés à Cuba. En 1994, pour sauver le pays de la faillite après la chute de l'Union soviétique qui subventionnait 85 % de l'économie cubaine, La Havane a ouvert ses portes au tourisme et au secteur privé. Paladars, Casas Particulares ont fleuri dans tout le pays.

Pendant 15 ans, les fonctionnaires cubains ont soufflé le chaud et le froid, fermant ou taxant fortement ces petits commerces. Aujourd'hui, Cuba vit du tourisme, le premier poste de revenus et en second des « remesas », l'argent envoyé depuis l'étranger par des proches. Raul Castro veut diversifier cette économie.

Un diplomate cynique confie sous le couvert de l'anonymat : « L'économie de Cuba, ce sont le tourisme et les remesas. Si l'on regarde de plus près, une grande partie de ces deux postes sont alimentés par les charmes des Cubaines. Des centaines de milliers d'Espagnols, d'Italiens, de Canadiens font vivre le pays en envoyant de l'argent à leurs maîtresses ».

Hayde, une amie de Rodolfo, nous confie : « Les touristes ont les yeux de chats affamés de jeunesse. C'est ça l'économie de notre ville. Presque personne ne travaille ici ».

Les plus hautes autorités de l'Etat semblent décidées à réinventer le capitalisme à la sauce rouge. La première tâche sera de mettre en place une administration fiscale digne de ce nom pour percevoir les impôts. Pour l'instant, rien n'existe hors d'une économie artisanale. ■

HECTOR LEMIEUX

## 24 HEURES | 1 COUP D'ŒIL

### Une femme chez Atenor

Le week-end dernier, nous évoquions dans ces colonnes l'association « Women on Board », qui milite en faveur d'une plus grande présence de femmes au sein des conseils d'administration. Ce vendredi, les actionnaires d'une société cotée ont approuvé, pour la première fois, l'arrivée au sein de leur conseil, en tant qu'administrateur indépendant, d'une femme membre de « Women on Board ». Le groupe Atenor, actif dans le secteur immobilier, accueillera Nadine Lemaître pour un mandat de trois ans. Depuis juin 1999, Nadine Lemaître est la présidente de GDF Suez University à Paris. Elle est également professeur en ressources humaines à la Solvay Brussels School of Economics and Management. (J.-F. L.)



NADINE Lemaître est la présidente de GDF Suez University. © D.R.

**TECHNOLOGIE** Le groupe Barco continue à profiter des performances du cinéma numérique Le chiffre d'affaires de la société courtrai-sienne Barco a augmenté de 35,9% au premier trimestre, jusqu'à 239,2 millions d'euros. La division « Entertainment » a connu une croissance particulièrement spectaculaire : son chiffre d'affaires a plus que doublé pour passer à 102,7 millions d'euros (+117,2%). Le carnet de commandes a clôturé le premier trimestre sur un montant de 470,5 millions d'euros, en hausse de 23%. L'entreprise a précisé que sa rentabilité « a continué à s'améliorer » par rapport à 2010. (b.)

**AÉRIEN** Airbus prévoit 3.000 embauches en 2011 Grâce à son plan de restructuration Power 8, lancé en 2007, Airbus a dépassé ses objectifs d'économies et a pu rester compétitif malgré la hausse de l'euro, affirme le directeur général délégué de l'avionneur européen, qui prévoit 3.000 embauches en 2011. Pour répondre au lancement de l'A350 et à l'augmentation des cadences, le groupe avait embauché 2.200 personnes en 2010, dont la moitié en France, et prévoit donc encore 3.000 embauches cette année, dans les fonctions de production et d'ingénierie. (afp)

## 13.137

Le service Tax-on-web, qui permet de remplir en ligne sa déclaration fiscale, est accessible depuis mardi. Ce vendredi soir, à 22 h, 13.137 déclarations étaient déjà tombées dans la boîte électronique du fisc.

► **RECTIFICATIF** Contrairement à ce que nous avons annoncé (*Le Soir* de vendredi), la Caisse d'épargne communale de la ville de Tournai (CET) n'a pas fermé ses portes. Elle poursuit ses activités. Mais, sous la contrainte de l'Autorité des services et marchés financiers, elle va devoir être vendue ou adossée à un partenaire financier plus puissant. Toutes nos excuses.

► **CHAMPAGNE** Vranken-Pommery Monopole, fondé par le Belge Paul-François Vranken, a enregistré un chiffre d'affaires en hausse de 6 % (57,7 millions) au premier trimestre.